



# VILLE D'AUXONNE

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N°2025 - 190

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le



ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR

**Objet :** mise à jour n°1 du plan local d'urbanisme d'Auxonne

### LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AUXONNE

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles R151-51 à 52 et R153-18 ;  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Auxonne, approuvé par une délibération du conseil municipal en date du 2 octobre 2025 ;  
**Vu** la délibération 2025-112 en date du 2 octobre 2025, décidant d'adapter le droit de préemption urbain simple et renforcé suite à l'approbation de la révision générale ;  
**Vu** la délibération 2025-113 en date du 2 octobre 2025, décidant d'instaurer sur l'ensemble de la commune le permis de démolir ;  
**Vu** la délibération 2025-114 en date du 2 octobre 2025, décidant d'instaurer sur l'ensemble de la commune la déclaration préalable de travaux pour les ravalements des façades ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le PLU d'Auxonne est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, les documents sont ajoutés ou supprimés comme suit :

Annexes comprises dans le PLU d'après l'articles R 151-52		
Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L.211-1 et suivants	Délibération 2025-112	Ajouté
Les périmètres à l'intérieur desquels les travaux de ravalement sont soumis à autorisation R.*421-17-1	Délibération 2025-114	Ajouté
Les périmètres à l'intérieur desquels le permis de démolir a été institué R.*421-27	Délibération 2025-113	Ajouté

**ARTICLE 2 :** Le PLU est ainsi mis à jour et tenu à la disposition du public :

- En mairie, aux jours et heures d'ouverture du public.
- A la Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or, aux jours et heures d'ouverture du public.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie.

**ARTICLE 4** : copie de cet arrêté, accompagnée des nouvelles annexes, sera adressée à :

- M. le Préfet du département de la côte d'Or
- M. le Directeur des finances publiques, direction immobilière de l'Etat, service local du domaine,

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera annexé au PLU et tenu à la disposition du public en mairie conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à **AUXONNE**, le **20 OCT. 2025**



Le Maire  
Jacques-François COIQUIL

**Annexes à joindre :**

- Délibération 2025-112
- Délibération 2025-113
- Délibération 2025-114



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE


### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AUXONNE

L'an deux mille vingt-cinq, le **jeudi 02 octobre 2025** à dix-huit heures et trente minutes, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique à la mairie, sous la présidence de **Monsieur Jacques-François COIQUIL**, maire.

N° 2025-112

**Droit de préemption urbain simple et renforcé : adaptation suite à approbation de la révision générale**

*Nomenclature 2.2 Actes relatifs au droit d'occupation des sols*

Date de la convocation	26/09/2025	Nombre de votants	28
Date d'affichage de la convocation	26/09/2025	Nombre de voix « pour »	21
Nombre de Conseillers en exercice	28	Nombre de voix « contre »	0
Nombre de Conseillers présents à la séance	23	Abstentions	7
Nombre de procurations	5	Ne prennent pas part au vote	0
<b>CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE</b>	Date de publication 07 octobre 2025	Envoyé en préfecture le 07/10/2025 Reçu en préfecture le 07/10/2025 Publié le ID : 021-212100382-20251002-2025_111_ANN7-DE	
			

**PRÉSENTS** : Jacques-François COIQUIL, Maud BARCELO, Laurent PICHOT, Carole PAILLARD, Claude FLORENTIN, Anne BUSI-BARTHELET, Charles MARTIN, André CUZZOLIN, Benoît VALLÉE, Odile GRÜTZNER, Laurent LUCAS-BONNARD, Christophe GUICHARD, Karine ROYER, Jérôme LEMISTRE, Loïs GRIVAUT Sylvie BAILLY, Philippe VINCENT, Christiane HUGON, Philippe BOISSIÈRE, Dominique ARBELTIER, Fabrice VAUCHEY, Benoît COPPA, Dominique BELNEZ.

**ABSENTS REPRÉSENTÉS** : Joanna OLIVEIRA (procuration à Carole PAILLARD), Patricia POCHARD (procuration à Christiane HUGON), Sylvain BAUDRY (procuration à Claude FLORENTIN), Christophe DE BOIS (procuration à Laurent PICHOT), Mounir BOUIZER (procuration à Maud BARCELO).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal nomme Mesdames Christiane HUGON et Carole PAILLARD comme secrétaires de séance.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L210-1, L211-1, L211-4, L213-13, L300-1, R151-52, R153-18, R211-1 à R211-5 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du conseil municipal du 25 juillet 2006 et ses modifications successives ;

**Vu** la délibération 2006-134 du 25 juillet 2006 d'adaptation du périmètre de droit de préemption urbain suite à l'approbation du PLU ;

**Vu** l'avis de la commission d'urbanisme du 9 septembre 2025 ;

**Vu** la délibération du 2 octobre 2025 portant approbation de la révision générale du PLU ;

**Vu** les diagnostics issus des études des cabinets Urbanis et Urbicand et de l'évaluation, du cabinet Urbam Conseil, de l'opération menée de 2019 à 2024, faisant apparaître les dysfonctionnements du quartier, des immeubles du centre-ville, les problèmes urbains, fonciers, sociaux, l'état du bâti et les conditions de vie des habitants :

1

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR

VU, pour être annexé à mon arrêté en  
date du **20 OCT. 2025**

Le Maire,  
Jacques-François COIQUIL.

2025-190



**Vu** la convention cadre « Petites Villes de Demain » signée le 9 mai 2022 entre la Commune d'Auxonne à valeur d'Opération de Revitalisation de Territoire, commerces du centre-ville par tous les moyens nécessaires ;

**Considérant** que le PLU de la Ville d'Auxonne a été approuvé le 2 octobre 2025 ;

**Considérant** qu'en application de l'article L210-1 du code de l'urbanisme, le DPU institué peut être exercé en vue de :

- Mettre en œuvre un projet urbain
- Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat
- D'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme
- De réaliser des équipements collectifs, ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur
- Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux
- Permettre le recyclage foncier ou renouvellement urbain
- Sauvegarder, de restaurer ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels
- Renaturer ou désartificialiser des sols, notamment en rechercher l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

**Considérant** qu'il est nécessaire d'adapter le périmètre du DPU simple sur l'ensemble des zones U et AU nouvellement délimitées sur le plan annexé à la présente délibération ;

**Considérant** que les aliénations et cessions mentionnées à l'article L211-4 du code de l'urbanisme sont exclues du champ d'application du droit de préemption urbain dit « simple », à savoir :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
- la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement ;

**Considérant** que l'article L.211-4 du code de l'urbanisme précise également que, par délibération motivée, la commune peut décider d'appliquer ce droit de préemption, dit renforcé, aux aliénations et cessions mentionnées à cet article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit ;

**Considérant** que la revitalisation du centre-bourg vise à améliorer le cadre de vie des habitants notamment par l'amélioration de la qualité résidentielle, la proposition de nouveaux services publics, une amélioration et diversification de l'offre commerciale ;

**Considérant** les spécificités du tissu urbain du centre ancien, de son patrimoine et du parc immobilier du Site Patrimonial Remarquable ;

**Considérant** que le secteur d'OAP Colonel Redoutey, à fort enjeu de requalification globale, nécessite la mise en place d'un DPU renforcé afin de permettre à la collectivité de disposer d'un outil de maîtrise foncière plus complet en vue de réaliser le projet d'aménagement urbain défini dans son plan local d'urbanisme ;

**Considérant** que le centre-ville historique est un secteur d'enjeux importants concernant plusieurs projets tels que la restructuration de l'îlot Place d'Armes, des Opérations de Restauration Immobilières (ORI), la redynamisation commerciale ou encore la lutte contre l'insalubrité et le mal logement ;

**Considérant** qu'en conséquence, il est nécessaire d'adapter le périmètre du DPU renforcé sur la zone « U » du centre historique et la zone « AU » de l'OAP Redoutey tel que figuré sur le plan annexé à la présente délibération ;

**Il est ainsi proposé** d'adapter le périmètre du droit de préemption urbain simple sur l'ensemble des zones « U » et « AU » et renforcé (« U » centre historique – « AU » OAP Redoutey) avec le PLU approuvé le 2 octobre 2025 conformément au plan en annexe.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
À LA MAJORITÉ**

Envoyé en préfecture le 07/10/2025  
Reçu en préfecture le 07/10/2025  
Publié le  
ID : 021-212100382-20251002-2025\_111\_ANN7-DE



**DÉCIDE** d'adapter, le périmètre du droit de préemption urbain simple sur l'ensemble des zones « U » et « AU » et renforcé (« U » centre historique – « AU » OAP Redoutey) délimité par le PLU approuvé le 2 octobre 2025 conformément au plan en annexe, pour réaliser l'ensemble des opérations visées.

**DIT** que la présente délibération sera annexée au PLU.

**DIT** que cette délibération fera l'objet des mesures de publicités prescrites par l'article R211-2 du code de l'urbanisme, lequel prévoit :

- Affichage en mairie pendant un mois.
- Publication d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

**DIT** que l'entrée en vigueur de la délibération a pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités mentionnées ci-dessus. La date à prendre en considération pour l'affichage en mairie est celle du premier jour où il est effectué.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents et à prendre toutes les dispositions nécessaires à mettre en œuvre la présente délibération.

**Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire,  
Jacques- François COIQUIL**



Envoyé en préfecture le 20/10/2025  
Reçu en préfecture le 20/10/2025  
Publié le  
ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR







Envoyé en préfecture le 07/10/2025  
Reçu en préfecture le 07/10/2025  
Publié le  
ID : 021-212100382-20251002-2025\_111\_ANN7-DE

Envoyé en préfecture le 20/10/2025  
Reçu en préfecture le 20/10/2025  
Publié le



ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR

Périmètres d'urbanisme L.



Éléments de contexte :



Département de Côte d'Or

Commune d'Auxonne

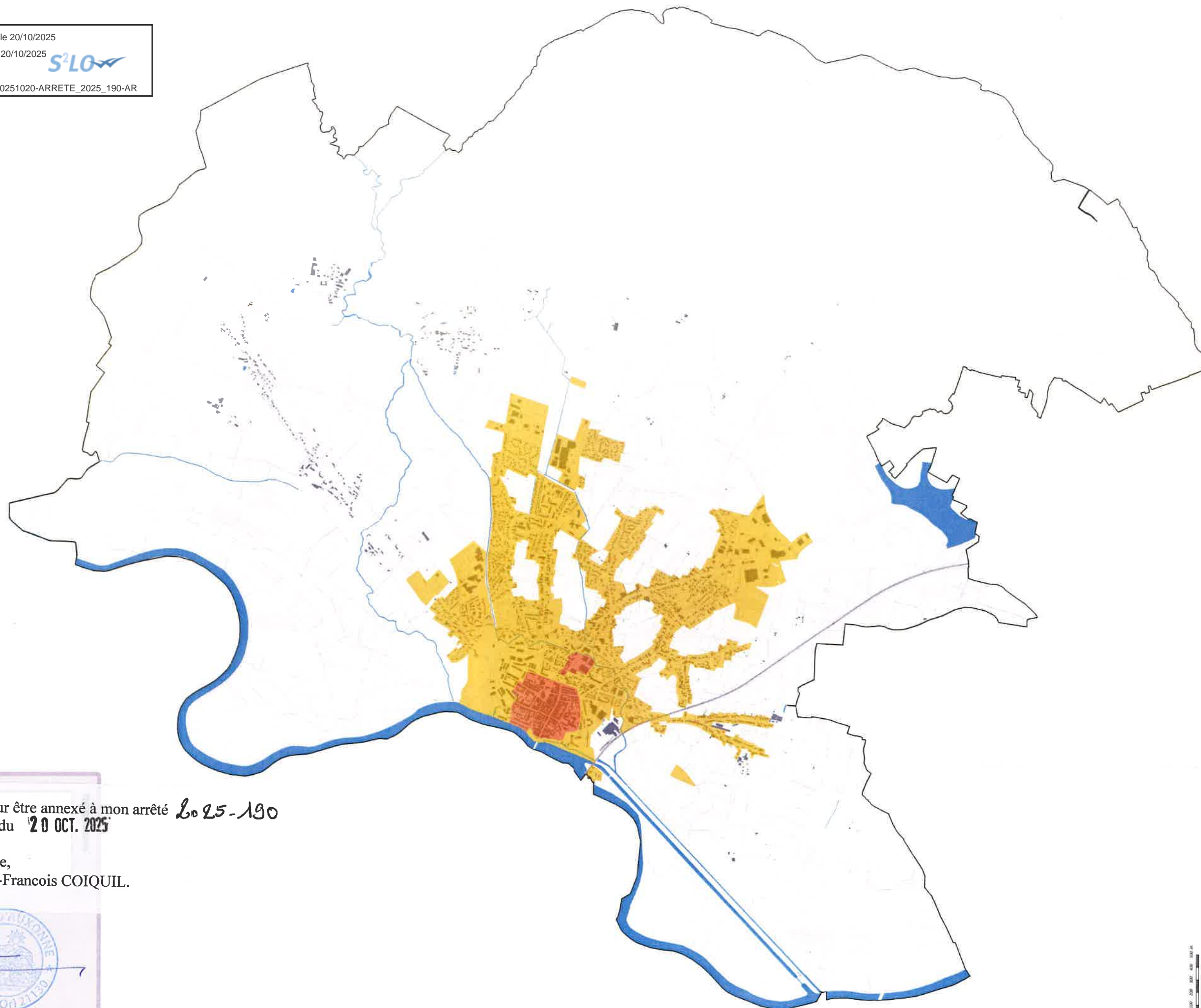
PLAN LOCAL D'URBANISME

Annexe - Périmètre d'urbanisme L.



VU, pour être annexé à mon arrêté **L. 25-190**  
en date du **20 OCT. 2025**

Le Maire,  
Jacques-François COIQUIL.





## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA VILLE D'AUXONNE

L'an deux mille vingt-cinq, le **jeudi 02 octobre 2025** à dix-huit heures et trente minutes, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique à la mairie, sous la présidence de **Monsieur Jacques-François COIQUIL, maire**.

N° 2025-113

Permis de démolir : instauration sur l'ensemble de la commune

Nomenclature 2.2 Actes relatifs au droit d'occupation des sols

Date de la convocation	26/09/2025	Nombre de votants	28
Date d'affichage de la convocation	26/09/2025	Nombre de voix « pour »	15
Nombre de Conseillers en exercice	28	Nombre de voix « contre »	0
Nombre de Conseillers présents à la séance	23	Abstentions	13
Nombre de procurations	5	Ne prennent pas part au vote	0
CERTIFIE EXÉCUTOIRE		Date de publication 07 octobre 2025	<div> <div>Envoyé en préfecture le 07/10/2025</div> <div>Reçu en préfecture le 07/10/2025</div> <div>Publié le</div> <div>ID : 021-212100382-20251002-2025_111_ANN7-DE</div> </div>

**PRÉSENTS** : Jacques-François **COIQUIL**, Maud **BARCELO**, Laurent **PICHOT**, Carole **PAILLARD**, Claude **FLORENTIN**, Anne **BUSI-BARTHELET**, Charles **MARTIN**, André **CUZZOLIN**, Benoît **VALLÉE**, Odile **GRÜTZNER**, Laurent **LUCAS-BONNARD**, Christophe **GUICHARD**, Karine **ROYER**, Jérôme **LEMISTRE**, Loïs **GRIVAUT** Sylvie **BAILLY**, Philippe **VINCENT**, Christiane **HUGON**, Philippe **BOISSIÈRE**, Dominique **ARBELTIER**, Fabrice **VAUCHEY**, Benoît **COPPA**, Dominique **BELNEZ**.

**ABSENTS REPRÉSENTÉS** : Joanna **OLIVEIRA** (procuration à Carole **PAILLARD**), Patricia **POCHARD** (procuration à Christiane **HUGON**), Sylvain **BAUDRY** (procuration à Claude **FLORENTIN**), Christophe **DE BOIS** (procuration à Laurent **PICHOT**), Mounir **BOUIZER** (procuration à Maud **BARCELO**).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal nomme Mesdames **Christiane HUGON** et **Carole PAILLARD** comme secrétaires de séance.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment l'article L421-3 ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles R\*421-26 et R\*421-27, donnant la possibilité au conseil municipal d'instaurer un permis de démolir sur tout ou partie de la commune pour des travaux, ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction, autres que ceux prévus à l'article R\*421-28 ;

**Vu** la délibération en date du 2 octobre 2025 approuvant la révision générale du plan local d'urbanisme ;

**Vu** l'avis de la commission d'urbanisme du 9 septembre 2025 ;

**Considérant** que le permis de démolir constitue un outil de suivi du bâti et de protection du patrimoine ;

**Considérant** qu'instaurer le permis de démolir permettrait la protection de constructions pouvant présenter un intérêt culturel, esthétique, historique, environnemental ou culturel pour la commune ;

1

VU, pour être annexé à mon arrêté en date du **20 OCT. 2025**

Le Maire,  
Jacques-François COIQUIL.



**Considérant** qu'il est dans l'intérêt de la commune, suite à l'approbation du nouveau PLU, de modifier sur l'ensemble de son territoire, pour les travaux ayant pour objet de démolir ou de construire ;

**Il est ainsi proposé** d'instaurer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R\*421-27 du code de l'urbanisme.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
À LA MAJORITÉ**

**DÉCIDE** d'instaurer le dépôt du permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal, pour les travaux ayant pour objet de démolir ou rendre inutilisable tout ou partie d'une construction, à l'exception des démolitions définies à l'article R\*421-29 du code de l'urbanisme ;

**DIT** que la présente délibération sera annexée au PLU ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à la présente délibération et à prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

**Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire,  
Jacques- François COIQUIL**







Envoyé en préfecture le 20/10/2025  
Reçu en préfecture le 20/10/2025  
Publié le  
ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR

Envoyé en préfecture le 07/10/2025  
Reçu en préfecture le 07/10/2025  
Publié le  
ID : 021-212100382-20251002-2025\_111-ANNEXE-AR

Périmètre de permis de démolir  
**Éléments de contexte :**  
 Voies ferrées  
 Parcelles  
 Bâtiments  
 Éléments hydrographiques

Département de Côte d'Or

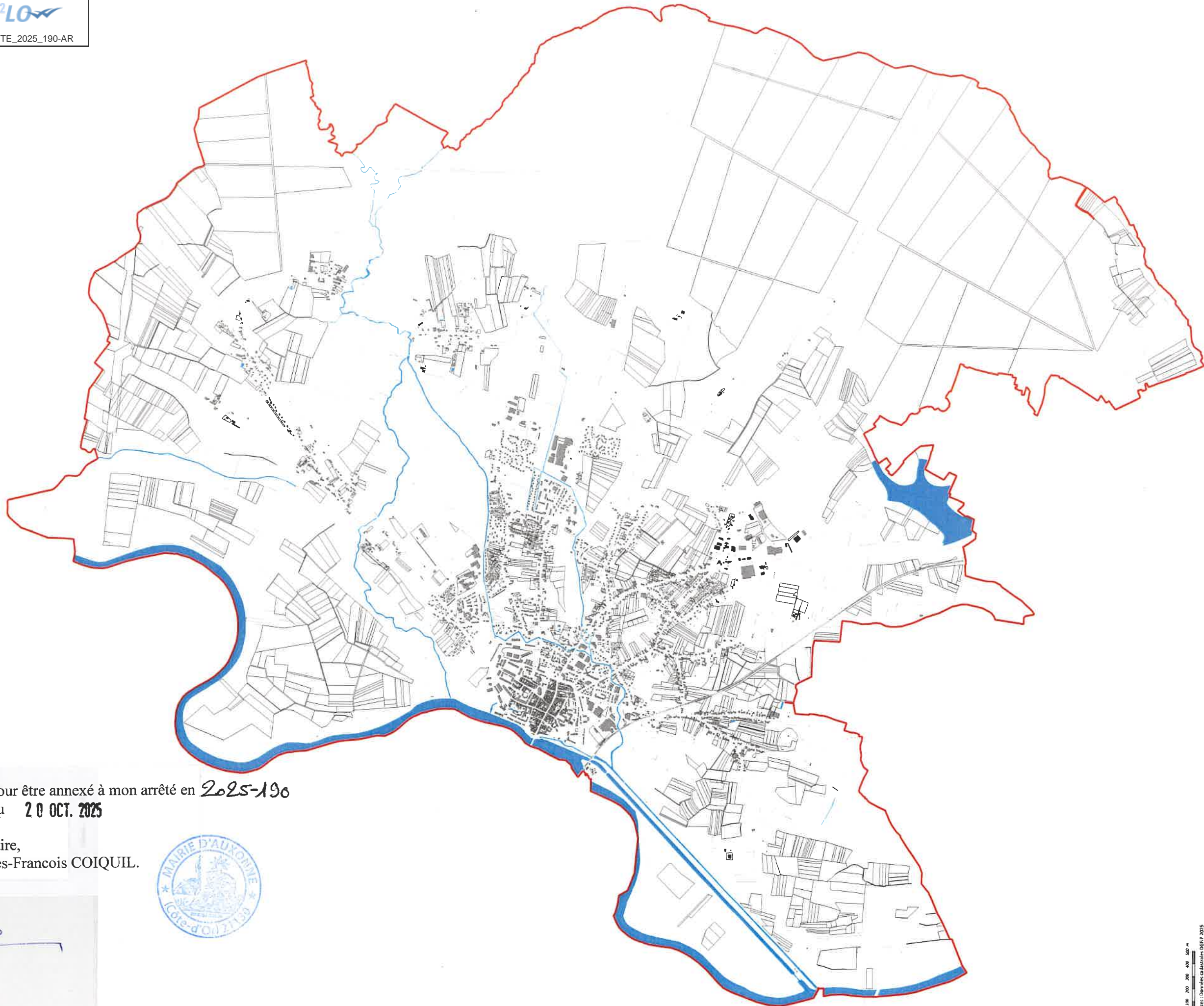
Commune d'Auxonne

PLAN LOCAL D'URBANISME

Annexe - Périmètre permis de démolir

VU, pour être annexé à mon arrêté en 2025-190  
date du 20 OCT. 2025

Le Maire,  
Jacques-Francois COIQUIL.



Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR





## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AUXONNE

L'an deux mille vingt-cinq, le **jeudi 02 octobre 2025** à dix-huit heures et trente minutes, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique à la mairie, sous la présidence de **Monsieur Jacques-François COIQUIL**, maire.

N° 2025-114

#### Ravalement de façade : obligation de dépôt d'une déclaration préalable de travaux

Nomenclature 2.2 Actes relatifs au droit d'occupation des sols

Date de la convocation	26/09/2025	Nombre de votants	28
Date d'affichage de la convocation	26/09/2025	Nombre de voix « pour »	28
Nombre de Conseillers en exercice	28	Nombre de voix « contre »	0
Nombre de Conseillers présents à la séance	23	Abstentions	0
Nombre de procurations	5	Ne prennent pas part au vote	0
<b>CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE</b>		Date de publication 07 octobre 2025	Envoyé en préfecture le 07/10/2025 Reçu en préfecture le 07/10/2025 Publié le ID : 021-212100382-20251002-2025_111_ANN7-DE

**PRÉSENTS** : Jacques-François **COIQUIL**, Maud **BARCELO**, Laurent **PICHOT**, Carole **PAILLARD**, Claude **FLORENTIN**, Anne **BUSI-BARTHELET**, Charles **MARTIN**, André **CUZZOLIN**, Benoît **VALLÉE**, Odile **GRÜTZNER**, Laurent **LUCAS-BONNARD**, Christophe **GUICHARD**, Karine **ROYER**, Jérôme **LEMISTRE**, Loïs **GRIVAUT** Sylvie **BAILLY**, Philippe **VINCENT**, Christiane **HUGON**, Philippe **BOISSIÈRE**, Dominique **ARBELTIER**, Fabrice **VAUCHEY**, Benoît **COPPA**, Dominique **BELNEZ**.

**ABSENTS REPRÉSENTÉS** : Joanna **OLIVEIRA** (procuration à Carole **PAILLARD**), Patricia **POCHARD** (procuration à Christiane **HUGON**), Sylvain **BAUDRY** (procuration à Claude **FLORENTIN**), Christophe **DE BOIS** (procuration à Laurent **PICHOT**), Mounir **BOUIZER** (procuration à Maud **BARCELO**).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal nomme Mesdames **Christiane HUGON** et **Carole PAILLARD** comme secrétaires de séance.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles R\*421-17 et R\*421-17-1 ;  
**Vu** la révision générale du plan local d'urbanisme approuvé le 2 octobre 2025 ;  
**Vu** l'avis de la commission d'urbanisme du 9 septembre 2025 ;

**Considérant** que l'article R\*421-2 du code de l'urbanisme dispense de toute formalité les travaux de ravalement, en dehors des cas prévus à l'article R421-17-1 ;

**Considérant** qu'en application de l'article R\*421-17-1 e) du code de l'urbanisme, le conseil municipal peut décider de soumettre les travaux de ravalement à déclaration préalable sur son territoire ;

**Considérant** que la déclaration préalable constitue un outil de protection du patrimoine, et permet notamment de préserver l'intérêt architectural, l'esthétique, l'harmonie avec le milieu environnant et la compatibilité des constructions avec le site et les paysages ;

VU, pour être annexé à mon arrêté en **2025-196**  
date du **20 OCT. 2025**

Le Maire,  
Jacques-François **COIQUIL**.

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR

S2LO





**Considérant** que la façade d'une construction est souvent visible depuis l'espace déterminant sur l'ambiance et la qualité visuelle d'une rue ou d'un quartier harmonieuse dans le paysage environnant ;

**Considérant** que, pour assurer la protection du patrimoine bâti sur son territoire, la commune d'Auxonne souhaite instaurer l'obligation d'obtention d'une décision favorable préalablement à tous travaux de ravalement ;

**Il est ainsi proposé** d'instaurer la déclaration préalable pour les travaux de ravalement de tout ou partie d'une construction existante sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R421-17-1 e) du code de l'urbanisme.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
À L'UNANIMITÉ**

**DÉCIDE** d'instaurer une obligation de dépôt d'une déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal, pour les travaux de ravalement effectués sur tout ou partie d'une construction existante ;

**DIT** que la présente délibération sera annexée au PLU ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à la présente délibération et à prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

**Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire,  
Jacques- François COIQUIL**



VU, pour être annexé à mon arrêté en 2025-196  
date du 20 OCT. 2025

Le Maire,  
Jacques-Francois COIQUIL.



*[Signature]*

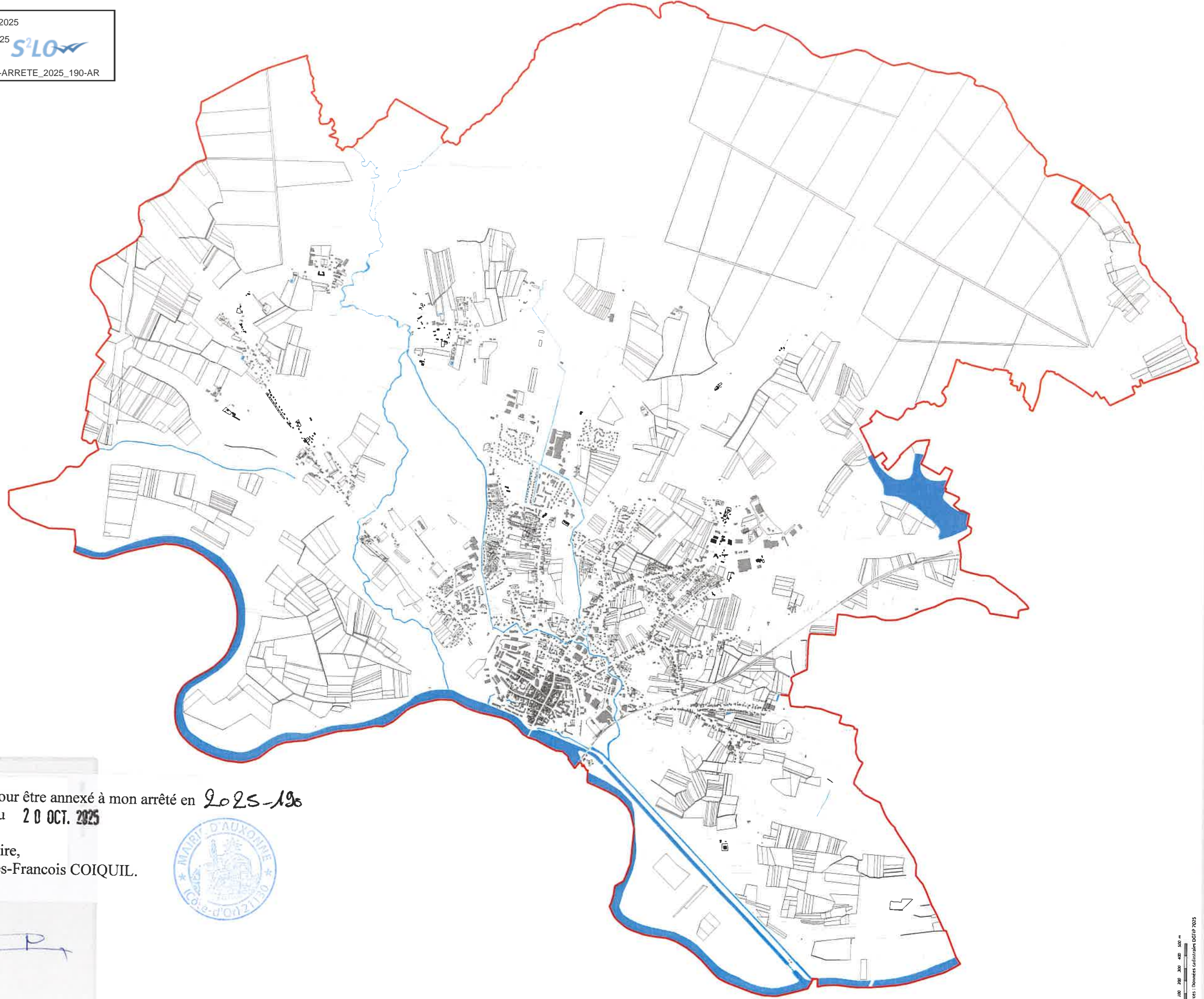
Périmètre de déclaration préalable à un ravalement de façade

Éléments de contexte :

- Vale forée
- Parcelles
- Bâtime
- Éléments hydrographiques

Envoyé en préfecture le 07/10/2025  
Reçu en préfecture le 07/10/2025  
Publié le  
ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR

Envoyé en préfecture le 20/10/2025  
Reçu en préfecture le 20/10/2025  
Publié le  
ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR





Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 021-212100382-20251020-ARRETE\_2025\_190-AR

